

Rapport de recherche

PROGRAMME ACTIONS CONCERTÉES

Peur de quoi ? L'extrémisme violent au Québec et le paysage médiatique

Résumé

Chercheure principale

Solange Lefebvre, chaire en gestion de la diversité culturelle et religieuse,
institut d'études religieuses, U. de Montréal

Cochercheur.e.s principaux

Dianne Casoni, école de criminologie, U. de Montréal
Frédéric Bastien, département de science politique, U. de Montréal
Allison Harell, département de science politique, U. du Québec à Montréal
Sylvain Rocheleau, département de communication, U. de Sherbrooke
Jean-Philippe Perreault, faculté de théologie et de sciences religieuses, U. Laval

Principaux collaborateurs

Mohamed Fadil, faculté des lettres et des sciences humaines, U. Sidi Mohamed Ben
Abdallah, Maroc
Yves Lambert, médecin et professeur associé, faculté de médecine, U. de Montréal
Alain Saulnier, auteur et professeur invité, département de communication,
U. de Montréal
Pierre Tourangeau, expert-conseil, gestion et éthique des médias

Établissement gestionnaire de la subvention

Université de Montréal

Numéro du projet de recherche

2018-RZ-206622

Titre de l'Action concertée

Prévenir la radicalisation menant à la violence au Québec

Partenaires de l'Action concertée

Le ministère de l'immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI)
et le Fonds de recherche du Québec - Société et culture (FRQSC)

Ce projet a été rendu possible grâce à la collaboration d'autres chercheurs, Collaborateurs et partenaires.

Nous tenons donc aussi à remercier

Les chercheurs

Patrice Brodeur, institut d'études religieuses, U. de Montréal
Gille Bibeau, département d'anthropologie, U. de Montréal
Khalid Medani, institut d'études islamiques, U. McGill

Les collaborateurs et collaboratrice

Jim Beckford, département de sociologie, Warwick, Royaume-Uni
Peter Beyer, département d'études classiques et d'études religieuses, U. d'Ottawa
Lorne Dawson, département de sociologie, U. of Waterloo
David Hoffman, département de sociologie, U. of New Brunswick
Jean-Hugues Roy, département de communications, U. du Québec à Montréal
Dietlind Stolle, département de sciences politiques, U. McGill

Les assistant.e.s de recherche

Mathieu Colin, Imane Khlifate et Mathilde Vanasse-Pelletier, Ph.D.
Études religieuses, U. de Montréal
Mathieu Lavigne, U. McGill, et Emmanuel Heisbourg, U. de Montréal; Ph.D. science politique
Philippe Duguay, Ph.D., et Vincent Vallée, M.A., science politique, UQÀM
Amandine Hamon, études internationales, U. de Montréal
Olivia De Briey, M.A. communication et Esaie Kuitche Kamela Ph.D., informatique ,
U. de Sherbrooke

Les principaux partenaires

Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence
Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est
Conseil de presse du Québec
Fédération professionnelle des journalistes du Québec
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur,
Direction des services d'accueil et d'éducation interculturelle
SOM Recherches et sondages

Les autres partenaires

Lazhar Aissaoui, Fédération des écoles musulmanes du Québec; Céline Desjardins, coordination de la recherche scientifique, Présidence-direction générale, Fédération des Cégeps; Lamine Foura, Congrès maghrébin du Québec; Marie-Ève Garand, Centre d'écoute et d'interprétation des nouvelles recherches du croire; Mouloud Idir, Centre Justice et foi; Mike Kropveld, Info Secte; Samer Majzoub, Forum Musulman Canadien; Lise Roy, Centre St-Pierre
Eve Torres, LaVOIEdesFemmes

Les partenaires universitaires

Centre pour l'étude de la citoyenneté démocratique (interuniversitaire)
Chaire en gestion de la diversité culturelle et religieuse, U. de Montréal
Chaire en leadership Jeunes et Religions, U. Laval
Laboratoire de communication politique et d'opinion publique, U. du Québec à Montréal
Observatoire de la circulation et de l'information (interuniversitaire)

Programme *Actions concertées*

Section 2 : Résumé

1. Titre : *Peur de quoi ? L'extrémisme violent au Québec et le paysage médiatique*

2. Principale question

Le fait que les médias de masse et sociaux jouent un rôle dans la formation de l'opinion publique au sujet des extrémismes violents (EV), de même que dans les trajectoires individuelles d'EV, est dorénavant bien établi. Mais comment et jusqu'à quel point ? Le projet s'interroge sur ce rôle joué, au Québec en particulier, selon deux grands volets : quel est le rôle des médias de masse et sociaux en ce qui a trait aux perceptions des Québécois à l'égard de l'EV ? Quel est leur rôle dans la dynamique individuelle ou collective de l'EV ? Afin de répondre à ces questions, l'équipe de recherche a mené trois types d'enquêtes *quantitatives* (1 sondage en deux vagues, 2 expériences, 4 analyses de banques de données de médias de masse et sociaux); et cinq types d'enquêtes *qualitatives* (entretiens biographiques et questionnaires avec des extrémistes ou personnes l'ayant été ; avec leurs proches ou des intervenants; observations participantes; analyses de contenus médiatiques; groupes de discussion avec des professionnels des médias).

3. Contexte et historique du projet

Le Québec s'est doté d'un plan transversal de prévention de la radicalisation menant à la violence, intitulé *La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble* (2015). C'est dans ce cadre que le FRQSC et son partenaire le MIFI ont lancé un appel de propositions, durant l'été 2016 en vue d'une Action concertée. Notre équipe a obtenu un financement au mois de mai 2017. Si le présent rapport parle plutôt d'extrémisme violent, c'est parce que nos résultats de recherche montrent que le concept de radicalisation, bien qu'étant très utile pour les chercheurs, est peu compris par la population et les professionnels de l'information. Une première préoccupation du principal partenaire financier du projet, le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), que nous partageons, visait à éviter de cibler exclusivement l'islamisme violent, forme d'EV particulièrement redoutée au Canada comme dans d'autres contextes, ce depuis une vingtaine d'années. Les résultats des enquêtes quantitatives confirment d'ailleurs le maintien de cette perception d'une menace plus élevée liée à l'EV islamiste,

en dépit d'une montée en importance et en visibilité de l'extrême-droite. C'est pourquoi nous projetions d'inclure dans les divers types d'EV à étudier l'extrême-droite, l'extrême-gauche et tout autre type d'EV prenant sa source dans une posture idéologique. Autre élément contextuel d'importance, plusieurs sources bien informées, nous ont confié, dès le démarrage du projet, que l'on comptait, au Québec, peu de personnes radicalisées de manière extrême, en comparaison des États-Unis et de plusieurs pays d'Europe. Pour toutes ces raisons, en vue de ce projet nous avons forgé une large définition de la violence : user de violence contre des personnes ou contre des biens matériels, ou inciter à le faire, dans le but de défendre une cause et de faire connaître un point de vue. Les groupes de discussion avec les professionnels des médias ont attiré l'attention sur un autre type de violence motivé par un point de vue idéologique, c'est-à-dire la violence verbale et écrite s'exprimant sur les réseaux sociaux.

Le projet s'est développé sur de véritables plaques tectoniques, l'actualité s'étant affolée sur ce sujet. En 2016-2017, l'islamisme violent dominait l'actualité concernant l'EV, dans le contexte de la guerre en Syrie à l'origine du départ de plusieurs jeunes Canadiens. Pourtant, on sentait déjà poindre également une vague plus importante de l'extrême-droite. Puis, survint, le 29 janvier 2017, une agression armée, dans une mosquée de la ville de Québec, par un individu, depuis reconnu coupable de meurtres au premier degré et de tentatives de meurtre, ayant fait six morts et cinq blessés graves. Le 23 avril 2018, une attaque au camion-bélier faisait 10 morts et 14 blessés à Toronto. L'homme qui est accusé de meurtres au premier degré et tentatives de meurtre, s'était associé, avant l'attentat, à l'*Incel Rebellion* (involontairement célibataires) sur les médias sociaux, c'est-à-dire un mouvement extrémiste qui prône le recours à la violence, en particulier à l'encontre des femmes. L'extrême-gauche s'est montrée elle aussi active, se livrant à plusieurs actes de vandalisme contre des commerces d'Hochelaga-Maisonneuve et des entreprises impliquées dans le projet d'un centre de détention pour migrants à Laval, sans compter la violence observée lors des manifestations annuelles contre la brutalité policière. Le lien aux médias sociaux paraît de ce côté moins significatif, si l'on se fie aux nouvelles les concernant et notre recherche documente cette particularité. Le jour précédant la fin de la récolte de données pour la deuxième vague du sondage sur les perceptions de la population québécoise à l'égard de l'EV, un jeune Australien, accusé de terrorisme, commettait une tuerie dans deux mosquées de Nouvelle-Zélande, faisant 50 morts et en blessant 50 autres, tuerie dont la première partie fut transmise en direct sur Facebook.

D'importants mouvements se sont aussi manifestés du côté des géants des médias sociaux, notamment chez Facebook, Google, Instagram, Twitter et YouTube dont l'utilisation pour la diffusion de messages glorifiant l'EV ne fait plus de doutes et dont la popularité favorise malheureusement la propagation. Face aux discours haineux et aux tentatives de manipulation idéologique, ces géants tentent de mettre régulièrement en œuvre de nouvelles mesures pour endiguer ces problèmes.

4. Principaux résultats et principales pistes de solutions

Selon nos enquêtes menées sur les perceptions de l'EV par la population, le concept de *radicalisation menant à la violence* paraît susciter des problèmes de compréhension, les termes *extrémisme et terrorisme* étant mieux compris. Le sondage en deux vagues révèle que les Québécois croient que l'EV s'explique davantage par des facteurs individuels que sociaux. L'ensemble des enquêtes montrent que les Québécois et les médias associent surtout l'EV aux actes violents liés à l'islam. Selon l'analyse de la banque de données médiatiques, les individus les plus souvent mentionnés dans le cadre de nouvelles concernant l'EV sont les politiciens, dont la parole publique est rapportée dans ce contexte. Selon la recherche expérimentale, la manière dont les Québécois interprètent un acte d'EV varie notamment en fonction de l'identité du suspect. Lorsque celui-ci porte un prénom francophone (Alexis) plutôt qu'à consonance arabe (Yasin), les répondants attribuent, selon une proportion plus grande, son acte violent à un problème de santé mentale plutôt qu'à l'extrémisme. Ils sont aussi davantage susceptibles de croire que le suspect a agi seul et considèrent moins l'acte comme une attaque terroriste. En complément, une analyse comparative fut effectuée entre les traitements médiatiques de différents attentats. Dans les médias aussi bien francophones qu'anglophones, la référence à la santé mentale est parfois associée à l'attaque perpétrée par des individus issus de la majorité, mais l'est beaucoup moins en ce qui concerne un individu islamiste. De plus, on peut noter que les médias anglophones font davantage usage du terme « terrorisme » que ceux francophones.

Par ailleurs, la deuxième vague de ce sondage révèle que le niveau d'inquiétude à l'égard de l'extrémisme islamiste a légèrement diminué entre 2018 et 2019, alors que celui concernant les extrémistes anti-immigrants a légèrement augmenté, suivi de celui portant sur l'inquiétude vis-à-vis de l'extrême-droite. Selon leurs caractéristiques sociodémographiques, les Québécois ne s'inquiètent pas des mêmes formes d'extrémismes. Toutefois, dans l'ensemble, le genre, le groupe d'âge, ainsi que l'appartenance culturelle et religieuse n'expliquent qu'une très petite proportion de la variance

dans les perceptions des Québécois à l'égard d'EV. Les médias de masse et sociaux ont eux aussi une influence modeste, mais significative, sur les perceptions des Québécois. À plusieurs égards, les attitudes préalables à l'égard des musulmans, de l'immigration, du capitalisme et de la protection de l'environnement ainsi que des facteurs sociodémographiques ont néanmoins une influence plus grande sur ces mêmes perceptions. Pourtant, les divergences ne peuvent s'expliquer uniquement par une exposition sélective des Québécois aux médias d'information en fonction de leurs attitudes politiques : le contrôle de ces attitudes dans des analyses multi-variées et la forme de panel de notre sondage rendent plus probable qu'il puisse s'agir d'une influence de tendances politiques différentes véhiculées par diverses entreprises de presse. Celles-ci tendraient à se positionner en alignant une partie de leur contenu sur les préférences politiques d'un certain segment de la population.

Selon l'une de nos enquêtes qualitatives, certains professionnels des médias interrogés estiment que le traitement des nouvelles a une incidence sur l'EV et affirment prendre des précautions pour que leur traitement de l'actualité soit équilibré. Il est très difficile de contrôler la réception de leurs contenus, dont l'imprévisibilité est exacerbée par l'accélération de la couverture médiatique et les médias sociaux. Ils constatent une polarisation des opinions sur les commentaires parfois violents de leur public qui semble, par ailleurs, éprouver des difficultés à différencier les genres journalistiques (information, chronique, lettre d'opinion, etc.). Enfin, selon nos entrevues avec des participants extrémistes et notre analyse des médias qu'ils consultent, les médias sociaux ne constituent pas une cause unique menant à l'EV. Il existe une articulation entre les facteurs personnels, les activités hors ligne et la consultation des médias sociaux.

L'analyse des trajectoires des répondant.es extrémistes permet de dégager les éléments suivants, présents à divers degrés : en ligne et hors ligne, ils poursuivent une recherche de sens, voire une quête d'identité, un besoin d'appartenance, ce qui est conforme aux études existantes. On note aussi que certains entretiennent un rapport passionnel à l'ensemble de l'expérience d'extrémisme idéologique, qui s'exprime notamment par une consommation exagérée (8 à 12 heures, jour et/ou nuit) des médias sociaux associés à leur idéologie (extrême-droite et islamisme violent en particulier). Ils se montrent avides de contact avec leurs pairs, les contenus et les figures de proue de leur mouvement. Un engagement de type passionnel s'exprime aussi, chez plusieurs participants, à travers la présence d'affects extrêmes, oscillant entre l'amour et la haine. Enfin, la nature passionnelle du processus d'EV se manifeste chez la majorité des participants par une expérience d'emprise qui les amène à témoigner de leur conviction d'avoir découvert la Vérité dans l'idéologie de leur choix.

L'analyse révèle aussi une histoire personnelle de souffrance, voire de discrimination réelle ou perçue, de soi ou du groupe auquel on s'identifie, et qui sert de base, dans certains cas, à une réinterprétation du vécu reposant sur l'idéologie nouvelle. Celle-ci inclut diverses théories de la persécution, dont plusieurs s'apparentent à des 'théories du complot', type de théories efficacement diffusé sur les médias sociaux. L'extrême-droite et l'islamisme violent présentent une stratégie de propagande similaire basée sur une utilisation importante des médias sociaux. Dans le cas de l'extrême-droite, très présente dans l'actualité durant le projet, des producteurs de contenus visent notamment à désensibiliser le public en rendant acceptables, voire même drôles, des contenus en réalité choquants. Dans le cas de l'islamisme, la stratégie consiste notamment à diffuser une mystique et un islam radical qui exploitent le sentiment de persécution des musulmans dans le monde, plus efficace encore lorsque ce sentiment trouve une résonance locale. Les messages sont modelés sur les sous-cultures des individus visés (par ex. la bande dessinée et la musique pour les jeunes). L'extrême-gauche emploie des moyens plus littéraires, mais certaines factions utilisent des médias sociaux, en particulier pour débusquer des individus associés à l'extrême-droite (doxing). Aucun participant n'a subi de véritable influence des médias de masse dans son basculement vers l'EV, la plupart d'entre eux adoptant, en effet, une position plutôt critique, voire hostile à leur endroit. Toutefois, l'ensemble des répondants, consacrant plusieurs heures par jour à la consultation de différents médias sociaux, y trouvent souvent une réinterprétation des actualités telles qu'elles sont présentées dans les médias de masse, qui conforte et nourrit leur idéologie.